

# Collège d'autorisation et de contrôle

## Décision du 23 octobre 2008

(dossier d'instruction 36/08)

En cause de la société anonyme TVi, dont le siège est établi Avenue Georgan 2 à 1030 Bruxelles ;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, et en particulier ses articles 133 §1<sup>er</sup>, 5° et 10° et 156 à 160 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le Secrétariat d'instruction du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à TVi par lettre recommandée à la poste le 31 juillet 2008 :

*« d'avoir diffusé sur le service RTL-TVi, le 25 mai 2008 au moins, une communication publicitaire, en contravention à l'article 12 §1<sup>er</sup> du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion » ;*

Entendu M. Jérôme de Béthune, Secrétaire général, en la séance du 4 septembre 2008.

### 1. Exposé des faits

L'éditeur a diffusé, le 25 mai 2008 au moins, sur le service RTL-TVi, une publicité pour le syndicat FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique).

### 2. Argumentaire de l'éditeur de services

La S.A. TVi estime que le service Club RTL est édité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 par la S.A. de droit luxembourgeois CLT-UFA.

Elle estime dès lors ne pas être l'éditeur responsable de ce service.

Elle ne se prononce pas sur le fond des griefs formulés.

### 3. Décision du Collège d'autorisation et de contrôle

#### 3.1. Quant à la compétence du Conseil supérieur de l'audiovisuel

Dans sa décision du 29 novembre 2006, le Collège d'autorisation et de contrôle a constaté que la S.A. TVi, tout en demeurant l'éditeur des services RTL-TVi et Club RTL, était restée en défaut depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 de demander et d'obtenir l'autorisation requise pour l'édition de ce service. Il a dès lors condamné la S.A. TVi à une amende de cinq cent mille euros (500.000 €), tout en prévoyant que cette amende ne serait recouvrée que trois mois après la notification de la décision si, à cette date, TVi n'avait pas introduit de demandes d'autorisation de diffuser les services RTL-TVi et Club RTL conformément aux articles 33 et suivants du décret du 27 février 2003.

A ce jour, TVi est restée en défaut d'introduire une demande d'autorisation de diffuser les services RTL-TVi et Club RTL, mais a introduit devant le Conseil d'Etat une demande de suspension et un recours en annulation de la décision du Collège d'autorisation et de contrôle du 29 novembre 2006. La demande de suspension a été rejetée par le Conseil d'Etat le 16 mars 2007 et le recours en annulation reste actuellement pendant.

Il serait toutefois contraire à l'ordre public, et en l'espèce à l'ordre public de la radiodiffusion, que l'éditeur de services puisse, au seul motif qu'il a commis et continue à commettre une infraction majeure – diffusion sans autorisation – commettre impunément d'autres infractions moins graves.

Il appartient dès lors au Collège d'autorisation et de contrôle de continuer à constater et à sanctionner, le cas échéant, toute violation aux lois, décrets et règlements en matière de radiodiffusion éventuellement commise par la S.A. TVi en sa qualité d'éditeur des services RTL-TVi et Club RTL.

### 3.2. Quant à la matérialité des infractions au décret du 27 février 2003

Selon l'article 12 §1<sup>er</sup> du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, « *la communication publicitaire ne peut avoir pour objet ni les partis politiques, ni les organisations représentatives des employeurs ou des travailleurs. Elle ne peut porter sur l'adhésion à une croyance religieuse ou philosophique* ».

La FGTB constituant sans conteste une organisation représentative des travailleurs, le grief de contravention à l'article 12 §1<sup>er</sup> est établi.

Compte tenu de l'absence d'antécédents de l'éditeur de services en matière de contravention à cette disposition, un avertissement constitue la sanction adéquate.

En conséquence, après en avoir délibéré et en application de l'article 156 §1<sup>er</sup> 1° du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, le Collège d'autorisation et de contrôle déclare le grief établi et adresse un avertissement à la S.A. TVi.

Fait à Bruxelles, le 23 octobre 2008.